

SHORT NEWS

Turmes et la place : ni traître, ni héros

En votant en faveur d'un amendement réclamant que l'Union européenne mette fin aux paradis fiscaux en son sein, l'eurodéputé vert Claude Turmes contribuerait à « priver notre économie de son moteur », lit-on dans un communiqué des Jeunesses socialistes luxembourgeoises (JSL). Elles se disent « scandalisées par l'attitude irresponsable de ce député qui nuit gravement aux intérêts de notre pays ». Que Turmes se voie critiqué pour ses positions au parlement européen est de bonne guerre, car lui-même ne rate pas une occasion d'épingler les comportements de ses collègues luxembourgeois-e-s. Ce qui est gênant, par contre, c'est que les JSL s'en prennent à lui au nom de la solidarité nationale ... face à tous ceux qui s'attaqueraient à notre place financière. Cela rappelle la honteuse Union sacrée des sociaux-démocrates de tous les pays durant la Première guerre mondiale, qui avaient à l'époque pareillement sacrifié leurs idéaux socialistes universels sur l'autel du national-populisme. Cependant, cette Union sacrée luxembourgeoise, les Verts aussi ne rêvent que d'en faire partie. En effet, en réponse au communiqué assasin des JSL, Turmes ne trouve pas mieux à redire que d'insister sur le fait que le Luxembourg ne serait pas un paradis fiscal. L'amendement en question ne concernerait donc pas notre pays. Pour souligner sa bonne foi, l'eurodéputé insiste même qu'il n'a à aucun moment plaidé pour la levée du secret bancaire. Tant de servilité rassurera les banquiers donateurs du parti vert et détrompera toutes celles et ceux qui auraient pu voir en Turmes, au-delà de son engagement éco-social fort honorable, un représentant luxembourgeois de la gauche « de gauche ».

Konjunkturprogramm: Ja, aber welches?

Die in Deutschland geplante Kfz-Steuerbefreiung für Neuwagen soll die Fließbänder der Autoindustrie am Rollen halten - und dürfte auch den zahlreichen luxemburgischen Zulieferbetrieben zugutekommen. Umweltpolitisch mache dies wenig Sinn, kritisiert der alternative Verkehrsclub VCD: „Solange die Förderung völlig unabhängig von Verbrauch und CO₂-Ausstoß der Fahrzeuge erfolgen soll, ist das angesichts der notwendigen Klimaschutzanstrengungen völlig inakzeptabel.“ Der VCD schlägt stattdessen vor, in den öffentlichen Verkehr zu investieren, der nicht nur klimafreundlicher sei, sondern auch eine höhere Lohnquote als die Autoindustrie habe.

woxx@home

Bestechlichkeit

Pressereisen stellen JournalistInnen auf eine harte Probe: Wie soll mensch objektiv über eine Institution, einen Betrieb oder eine Organisation berichten, die einen mitunter tagelang herumgeflogen und verköstigt hat? Andererseits, wie sollen finanzschwache Medien am Ball bleiben, wenn sie sich die oftmals happigen Reisekosten nicht leisten können und deshalb aus lauter deontologischem Purismus zu Hause bleiben? Ein Konflikt, der in der woxx bereits mehrfach Diskussionsthema war. Doch in einem Punkt scheint es Einstimmigkeit zu geben: Werbegeschenke, sofern sie über den symbolischen Kugelschreiber mit Aufdruck oder den obligaten Taschenkalender hinausgehen, werden abgelehnt. Meist ist die Versuchung zwar ohnehin nicht gegeben. Zur Vorstellung des Luxair-Winterflugplans, die in Wien zelebriert wurde, reisten die woxx-MitarbeiterInnen erst gar nicht an - um ihre CO₂ Bilanz nicht unnötig zu belasten. So mussten sie dem 500-Euro-Reisegutschein, welchen die KollegInnen der journalistischen Zunft bis auf eine Ausnahme bei der Rückkehr dankend annahmen, erst gar nicht widerstehen. Der scharfe Riffel seitens des Presserates blieb ihnen also erspart.

AKTUELL

POLITIQUE CULTURELLE

Pour une culture durable

Luc Caregari

Le « Forum Culture(s) » va soumettre un pacte culturel aux partis. Reste à savoir si ceux-ci entendent l'urgence de réformer le secteur culturel local.

Du moins, ça bouge. C'est la seule certitude qu'on peut avoir après lecture du « Pacte Culturel : La culture, ressource stratégique pour le Luxembourg », élaboré par le « Forum Culture(s) », qui rassemble une bonne partie des principaux acteurs culturels du pays. De l'éducation au patrimoine en passant par l'économie, le social, les acteurs culturels et les infrastructures, les auteur-e-s du pacte veulent surtout un alignement horizontal de la culture et revendiquent une action interministérielle dans le domaine culturel. Autrement dit : ils veulent sortir la culture de son cloisonnement actuel et réclament une vraie politique culturelle qui englobe la société entière et non pas seulement les happy few qui par leur niveau social et éducatif disposent d'un accès plus aisé aux manifestations culturelles.

C'est pourquoi le premier point du pacte s'attarde sur l'éducation. A part quelques déclarations de bonne volonté - comme celle de développer un « plan d'action culture-éducation », qui aurait dû exister depuis longtemps déjà - une mesure proposée retient l'attention, celle de créer « une école de tronc commun réunissant les jeunes jusqu'à l'âge de 15 ans ». Et cela pour favoriser les « échanges entre toutes les couches sociales et groupes culturels ». On se demande si une telle école - si jamais elle devait se concrétiser dans les décennies à venir - pourrait vraiment faire disparaître la fracture sociale et culturelle du moment. La culture n'est pas le remède à tout.

Par contre, la proposition qui propose d'encourager des études sur la langue et culture luxembourgeoise en accord avec des expert-e-s en la matière à la recherche de fonds publics est calquée sur les positions du CSV qui en parlait aussi dans son « offensive pour la langue luxembourgeoise ». Ce qui n'est pas étonnant, vu qu'un haut fonctionnaire du ministère de la culture, Guy Dockendorff pour ne pas le nommer, fait partie des signataires du pacte. Un autre point copié-collé cette fois de papiers du ministère de

la culture concerne la philanthropie et le mécénat : les signataires du pacte veulent aussi « inciter, par des mesures fiscales, la participation active du secteur privé au financement de la production culturelle ». Une participation qui devrait se faire rare à cause de la crise financière qui va aussi s'abattre sur le secteur culturel (voir woxx 979).

Un autre contre-sens se trouve sous le point « économie » du pacte : alors qu'il est établi d'emblée que « le secteur culturel génère un pourcentage important du PIB », pourquoi encore demander des « recherches concernant l'impact (...) de la culture sur l'économie » ? C'est que pour bien raisonner avec un Etat, il faut des arguments économiques. Jusqu'ici la culture au Luxembourg a été considérée comme un luxe, ce qui explique aussi la politique inconsistante du ministère qui préfère déboursier gros pour l'événementiel plutôt que de penser au développement durable du secteur culturel.

Et c'est là le point positif et constructif dudit pacte : il propose - pour la première fois - de réfléchir à la culture en tant qu'ensemble. Ensemble qui engloberait aussi les acteurs culturels, car les métiers « artistiques » - de l'artiste créatif au technicien en passant par l'intermittent du spectacle - se sont développés ces dernières années, sans que pour autant le gouvernement ne s'en soit vraiment préoccupé. Ainsi, beaucoup de travailleurs de la culture ne sont pas vraiment assurés et restent surtout mal informés sur leurs droits et devoirs.

En somme on ne peut que saluer l'idée du pacte, car la plupart des idées sont pertinentes et figurent depuis longtemps sur la liste des acteurs culturels. Reste à savoir ce qu'en feront les partis.